

SIPRI YEARBOOK 2022

**Armaments,
Disarmament and
International
Security**

Résumé en français

STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Fondé en 1966, le SIPRI est un institut international indépendant qui se consacre à la recherche sur les conflits, les armements, la maîtrise des armements et le désarmement. Il fournit des données, des analyses et des recommandations, basées sur des sources ouvertes, aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux médias et à tout public intéressé.

L'ANNUAIRE DU SIPRI

Le *SIPRI Yearbook 2022* est un annuaire de données originales sur les dépenses militaires mondiales, transferts internationaux d'armes, production d'armes, forces nucléaires, conflits armés et opérations multilatérales de paix, avec des analyses pointues d'aspects importants de la maîtrise des armements, de la paix et de la sécurité internationale. Cette brochure résumé l'annuaire 2022 et en présente des extraits de données et d'analyses.

SOMMAIRE

1. Introduction : La stabilité internationale et la sécurité humaine en 2021	1
--	---

Partie I. Conflits armés et gestion des conflits, 2021

2. Évolution mondiale des conflits armés, des processus de paix et des opérations de paix	2
3. Conflits armés et processus de paix dans les Amériques	4
4. Conflits armés et processus de paix en Asie et Océanie	5
5. Conflits armés et processus de paix en Europe	6
6. Conflits armés et processus de paix au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	7
7. Conflits armés et processus de paix en Afrique subsaharienne	8

Partie II. Dépenses militaires et armements, 2021

8. Dépenses militaires et évolution de la production d'armes	10
9. Transferts internationaux d'armes	12
10. Forces nucléaires mondiales	14

Partie III. Non-prolifération, maîtrise des armements et désarmement, 2021

11. Désarmement, contrôle des armements et non-prolifération nucléaires	16
12. Menaces chimiques, biologiques et sanitaires	18
13. Contrôle des armes classiques et des nouvelles technologies d'armement	19
14. Contrôle du double usage et du commerce des armes	20

Annexes	22
---------	----

Carte, p. 9. Crédit : Hugo Ahlenius, Norpil

Traduction : GRIP (Danièle Fayer-Stern)

ISSN : 2466-6734

ISBN : 978-2-87291-218-6

www.sipriyearbook.org

© SIPRI 2022

© GRIP 2022



1. INTRODUCTION : LA STABILITÉ INTERNATIONALE ET SÉCURITÉ HUMAINE EN 2021

DAN SMITH

La guerre en Ukraine

Fin 2021, les perspectives de sécurité internationale étaient surtout marquées par les tensions grandissantes entre la Russie et l'Ukraine, et entre la Chine et les États-Unis. Si elles n'ont pas dégénéré en guerre en 2021, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a provoqué un choc dont les répercussions dépassent de loin celles des autres crises de 2021. On en veut pour preuve les avertissements répétés de la Russie affirmant qu'elle n'excluait pas l'utilisation d'armes nucléaires. L'Occident a principalement répondu par une aide militaire à l'Ukraine et des sanctions économiques contre la Russie.

Cette guerre sera lourde de conséquences, notamment pour la sécurité alimentaire mondiale, la Russie et l'Ukraine étant de grands producteurs de nourriture. Tant la sécurité européenne que les alignements politiques et les affinités stratégiques mondiales s'en trouvent changés. L'opposition aux actes de la Russie a été étendue mais pas universelle, 35 États s'étant abstenus en mars 2022, lors du vote d'une résolution de l'ONU critiquant la Russie. Plusieurs États ont contesté le fait que l'Occident s'arroge le statut de puissance morale dans cette crise. La Chine, notamment, qui avait réaffirmé son amitié avec la Russie début février 2022, fait partie des abstentions.

Perspectives générales de sécurité

En déclin significatif depuis plusieurs années, la sécurité internationale ne s'est globalement ni détériorée ni améliorée

en 2021, malgré les signes omniprésents d'une insécurité persistante. Le nombre de conflits armés a peu évolué et, fin 2021, aucun nouveau processus de paix significatif n'avait été lancé. En août 2021, 20 ans d'intervention occidentale en Afghanistan se sont soldés par un échec. Le conflit armé en Éthiopie s'est poursuivi sans qu'aucune initiative internationale efficace ne vienne endiguer la violence. Les dépenses militaires mondiales ont continué d'augmenter et dépassé les 2 000 milliards USD. Les neuf États dotés d'armes nucléaires étaient tous engagés dans une mise à niveau de leurs arsenaux. Le changement climatique et la pandémie mondiale de Covid-19 ont continué de faire des dégâts.

De nouvelles voies pour la coopération internationale

La déclaration conjointe des États-Unis et de la Chine sur le renforcement de l'action en faveur du climat, publiée lors de la COP26 en novembre 2021, est un signe encourageant : la coopération entre les grandes puissances est possible. Cependant, le système international n'arrive pas à y faire face et n'est pas suffisamment concentré sur les grands défis de la sécurité humaine. « Notre Programme commun », le rapport 2021 du Secrétaire général de l'ONU, définit une approche des crises et dilemmes actuels et pourrait constituer une solution. Mais sa mise en œuvre demande une coalition large, diverse et efficace d'États, du système onusien et d'organisations multilatérales régionales, ainsi que de la société civile. ●



2. ÉVOLUTION MONDIALE DES CONFLITS ARMÉS, DES PROCESSUS DE PAIX ET DES OPÉRATIONS DE PAIX

Au moins 46 États ont connu des conflits armés actifs en 2021 (45 en 2020) : 8 dans les Amériques, 9 en Asie et Océanie, 3 en Europe, 8 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) et 18 en Afrique subsaharienne. Comme les années précédentes, la plupart sont intra-étatiques, entre les forces gouvernementales et un ou plusieurs groupes armés non étatiques. Trois sont des conflits armés majeurs (plus de 10.000 décès liés au conflit dans l'année) : Afghanistan, Yémen et Myanmar. Dix-neuf sont des conflits armés de haute intensité (1.000 à 9.999 décès liés au conflit) : Nigeria, Éthiopie, Mexique, Syrie, République démocratique du Congo, Brésil, Somalie, Irak, Burkina Faso, Soudan du Sud, Mali, Soudan, République centrafricaine, Niger, Cameroun, Pakistan, Colombie, Mozambique et Philippines. Seuls trois conflits armés ont eu lieu entre États : les affronte-

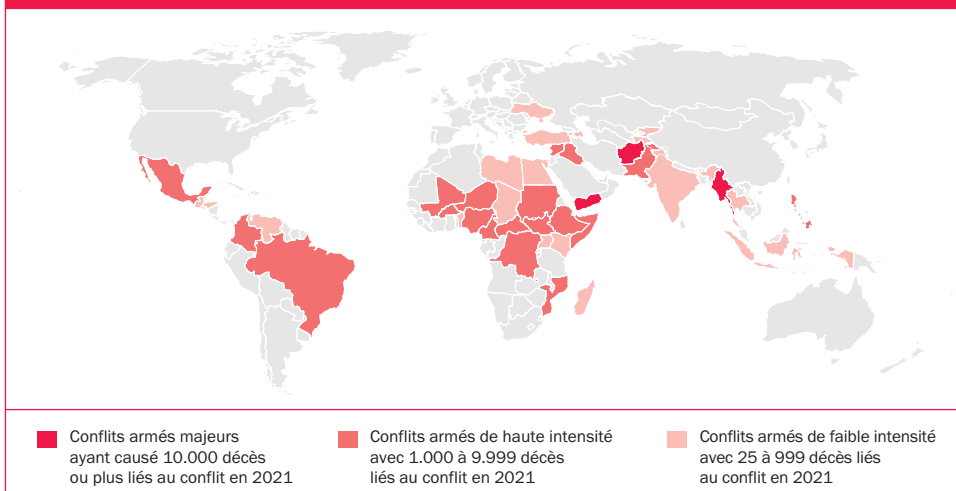
ments frontaliers de faible intensité entre l'Inde et le Pakistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Deux conflits armés ont opposé des forces étatiques à des groupes armés aspirant à devenir des États (entre Israël et les Palestiniens, entre la Turquie et les Kurdes).

Conséquences des conflits armés

Le nombre total de décès liés aux conflits a atteint environ 150.000 en 2021, soit 13 % de plus qu'en 2020, en raison d'une augmentation importante en Asie et Océanie (59 % de plus qu'en 2020) – principalement en Afghanistan, au Myanmar et au Pakistan – ainsi qu'en Afrique subsaharienne (+19 %). Le nombre de décès liés aux conflits a diminué pour la troisième année consécutive dans la région MENA.

Malgré la tendance générale à la baisse des décès liés aux conflits ces dernières années, d'autres impacts des conflits armés (parfois combinés à d'autres facteurs) semblent s'être aggravés, comme les déplacements de population, l'insécurité alimen-

LES CONFLITS ARMÉS EN 2021



Note : Les frontières indiquées sur la carte ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2021, les conflits armés demeurent un facteur majeur d'insécurité alimentaire. Le triple impact des conflits, des chocs climatiques et de la pandémie de Covid-19, a amené à un record de 283 millions de personnes dans 80 pays susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire ou à haut risque (contre 270 millions dans 79 pays en 2020).

taire, les besoins humanitaires et les violations du droit humanitaire international.

Accords de paix

En 2021, la plupart des processus de paix ont subi un coup d'arrêt ou de sérieux revers. Néanmoins, la violence armée a fortement diminué dans des contextes où des cessez-le-feu et des accords de partage du pouvoir avaient été conclus en 2020 (Libye, Haut-Karabakh, Syrie...). La pandémie de Covid-19 a eu peu d'impact sur les conflits armés. En effet, dans la plupart des cas, les niveaux ont été persistants ou en hausse.

Tendances des opérations multilatérales de paix

En 2021, 63 opérations étaient actives (62 en 2020). Trois ont pris fin en 2021 : la Mission Resolute Support dirigée par l'OTAN (RSM) en Afghanistan ; la Mission d'observation des droits de l'homme et d'experts militaires de l'Union africaine (UA) au Burundi ; et la Mission d'observation de l'OSCE aux postes de contrôle russes de Gukovo et Donetsk. Quatre ont débuté : la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) ; le Centre de surveillance conjoint russo-turc en Azerbaïdjan ; la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique ; et

la Mission de formation militaire de l'UE au Mozambique.

Le nombre de personnes déployées dans des opérations multilatérales de paix (OMP) a diminué de 12 % en 2021, pour atteindre le chiffre de 111 858 au 31 décembre 2021. Ceci s'explique principalement par la clôture de la RSM et de l'opération hybride ONU-UA au Darfour, dont le mandat s'est achevé le 31 décembre 2020. L'ONU est restée la principale organisation sur le terrain, en charge d'environ un tiers de toutes les OPM et de plus de deux tiers de l'ensemble du personnel.

En 2021, la mission de l'UA en Somalie est restée la plus importante opération multilatérale. L'Éthiopie est restée le premier contributeur de troupes, suivie de l'Ouganda et du Bangladesh. Le taux annuel de décès hostiles parmi le personnel international des OP de l'ONU a de nouveau augmenté après avoir baissé en 2020. La Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation (ONU) au Mali est restée la plus meurtrière, tant en termes de décès hostiles que de mortalité globale.

Le nombre des opérations non définies comme OPM par le SIPRI le SIPRI) a encore augmenté en 2021 avec le déploiement de la « Mission de maintien de la paix » internationale conjointe aux îles Salomon. Les rivalités géopolitiques se sont encore intensifiées entre les pays occidentaux et la Russie, la Chine ou les deux, ce qui a affecté les mandats, les clôtures et les restructurations des missions. ●



3. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX DANS LES AMÉRIQUES

En 2021, plusieurs conflits armés considérés comme non internationaux (CANI) en vertu du droit international étaient actifs en Colombie et au Mexique. Le SIPRI a estimé qu'au vu des niveaux élevés de violence dans six autres pays – Brésil, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras et Venezuela – ceux-ci peuvent être qualifiés de théâtres de conflits armés sur la base du nombre de décès liés aux combats. Trois opérations de paix multilatérales étaient actives dans les Amériques : deux en Colombie et une en Haïti.

Amérique du Nord et Caraïbes

Trois CANI ont eu lieu au Mexique : entre le gouvernement et le cartel de Sinaloa ; entre le gouvernement et le Cártel Jalisco Nueva Generación, (CJNG) ; et entre les deux cartels rivaux. De plus, des centaines de petites bandes et factions étaient impliquées dans la criminalité et la violence, et les forces de l'État ont commis de nombreuses violations des droits humains.

En Haïti, l'assassinat du président a aggravé l'instabilité politique. L'extrême pauvreté, la corruption, la violence des gangs et les catastrophes naturelles ont multiplié les déplacements massifs de population.

Amérique centrale

En 2021, les conflits armés qui ont éclaté au Salvador, au Guatemala et au Honduras sont liés à la violence des gangs. Deux gangs rivaux sont tristement célèbres et particulièrement influents dans ces trois pays : le *Mara Salvatrucha* (MS13) et le *18th Street Gang* (Barrio 18). Au Salvador et au Guatemala, la violence, l'autoritarisme et la cor-

ruption ont augmenté. Au Honduras, l'année s'achève sur une note d'espoir, avec l'élection de la présidente Xiomara Castro, seule femme dirigeante d'Amérique centrale. Le pays reste toutefois en proie à des niveaux élevés de pauvreté, de criminalité violente et de corruption.

Amérique du Sud

En Colombie, au moins trois conflits parallèles et entrecroisés se sont poursuivis en 2021 : entre le gouvernement et l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN) ; entre le gouvernement et les groupes armés dissidents des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo* (FARC-EP) ; et entre l'ELN et les Forces d'autodéfense gaitanistes de Colombie (*Autodefensas Gaitanistas de Colombia*, AGC).

Au Brésil, le nombre estimé des décès liés aux combats et aux conflits a augmenté, et la violence envers les civils a causé tout autant de décès. La nature des conflits armés au Brésil est complexe et difficile à définir. Environ 57 % des 2 620 décès liés aux combats étaient le fait de violences entre les forces de l'État et des groupes armés non identifiés, ou de violences entre la police et des milices politiques et 42 % étaient dus à des violences entre milices politiques.

Au Venezuela, les forces gouvernementales ont commis des actes de violence en tentant de reprendre le contrôle de territoires tombés aux mains de gangs et groupes armés. ●



4. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX EN ASIE ET OCÉANIE

En 2021, 9 pays d'Asie et Océanie ont connu des conflits armés actifs (7 pays en 2020), dont 3 en Asie du Sud : Afghanistan (guerre civile majeure internationalisée), Inde (conflits armés interétatiques et infranationaux combinés de faible intensité) et Pakistan (conflits armés interétatiques et infranationaux combinés de haute intensité) ; 4 en Asie du Sud-Est : 1 conflit armé majeur au Myanmar et plusieurs conflits armés infranationaux de faible intensité (Indonésie, Philippines et Thaïlande).

Un nouveau conflit interétatique de faible intensité a éclaté en Asie centrale entre le Kirghizistan et le Tadjikistan. Le total des décès liés aux conflits dans la région a augmenté de 59 % (après une diminution de près de 50 % en 2020).

Trois tendances sont restées préoccupantes : (a) la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, avec une politique étrangère chinoise de plus en plus affirmée ; (b) les diverses menaces et conflits autour du terrorisme/contre-terrorisme, impliquant États et acteurs non étatiques ; et (c) l'impact continu des dangers climatiques.

Processus de paix

Seuls quelques conflits armés ont fait l'objet de processus de paix, en cours ou nouveaux en 2021. La République de Corée (du Sud) et la République populaire démocratique de Corée (du Nord), la Chine et les États-Unis ont accepté « en principe » de déclarer la fin officielle de la guerre de Corée. Un nouveau cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan est intervenue dans le conflit armé interétatique au sujet du Cachemire, et les relations entre la Chine et l'Inde ont connu un léger

AFGHANISTAN

En Afghanistan, la guerre a effectivement pris fin lorsque les talibans ont pris le contrôle du pays après le retrait définitif des forces des États-Unis et de l'OTAN. L'effondrement rapide du gouvernement afghan et le retour triomphal des talibans au pouvoir ont remis en cause la capacité des talibans à gouverner et à unifier le pays, l'avenir des droits humains et du rôle des femmes dans la société, ainsi que la réponse probable des puissances régionales et du reste de la communauté internationale.

dégel. Comme en 2020, cinq OPM étaient actives dans la région.

Myanmar

Début février, le Myanmar connaît un coup d'État militaire mettant fin au court régime civil et entraînant une escalade des protestations et de la violence. De faible intensité, le conflit est devenu un conflit armé majeur, causant plus de 11 000 décès. Fin 2021, les forces gouvernementales et les forces de résistance (groupes armés ethniques et milices civiles) étaient dans une violente impasse, que la diplomatie régionale semblait impuissante à enrayer. De plus, le Myanmar a connu une crise humanitaire croissante caractérisée par une récession économique de plus en plus profonde, une augmentation des déplacements internes, un effondrement des soins de santé et une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. ●



5. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX EN EUROPE

En 2021, deux conflits armés actifs sévissent en Europe : le conflit frontalier entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour du Haut-Karabakh, et le conflit armé sous-national de faible intensité et internationalisé, en Ukraine. Fin 2021, un deuxième renforcement militaire russe à grande échelle près des frontières de l'Ukraine a fait craindre une escalade vers un conflit armé interétatique majeur – ce qui s'est produit en février 2022.

Ukraine

L'Ukraine est au centre du principal conflit territorial en Europe depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 et le déclenchement consécutif d'un conflit armé dans le Donbass. De faible niveau pendant des mois, ce dernier a connu une nouvelle escalade en mars et avril 2021, lorsque les rebelles soutenus par la Russie et les forces gouvernementales ukrainiennes ont violé l'accord de cessez-le-feu de juillet 2020.

Les tensions ont augmenté lorsque la Russie a déployé des dizaines de milliers de soldats supplémentaires le long de la frontière fin mars-début avril 2021. En novembre, les pourparlers de paix étant dans l'impasse, la Russie a redéployé des milliers de soldats près de sa frontière avec l'Ukraine, n'ayant que partiellement retiré ses forces depuis le renforcement d'avril. Les objectifs de la Russie étaient délibérément ambigus, mais le président Poutine semblait utiliser la menace d'une invasion pour tenter de soumettre l'Ukraine et changer l'ordre de sécurité européen, ainsi que pour afficher sa force face au peuple russe.

Tensions persistantes entre la Russie et le reste de l'Europe

Le conflit ukrainien a été le point de convergence des tensions persistantes entre la Russie et le reste de l'Europe, notamment concernant les cyberattaques, le traitement du chef de l'opposition russe Alexeï Navalny, la crise politique au Bélarus et le renforcement de la coopération bilatérale de sécurité entre la Chine et la Russie. En décembre 2021, ces tensions ont été portées à un comble, lorsque la Russie a présenté des exigences de sécurité dans deux projets de traités devant être examinés début janvier 2022, avec les États-Unis et l'OTAN. Bien que très peu de points des textes aient été susceptibles d'être acceptés par les États-Unis ou l'OTAN, la Russie a souligné que l'absence d'approbation des documents entraînerait une réponse militaire non spécifiée mais sérieuse.

Conflits non résolus

Des tensions ont persisté dans des conflits dormants mais non résolus dans l'espace post-soviétique, les Balkans occidentaux et à Chypre. Le cessez-le-feu de novembre 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a été respecté dans les zones où des forces russes de maintien de la paix ont été déployées, mais ailleurs, le nombre de décès liés à des affrontements sporadiques et des violations du cessez-le-feu est resté supérieur au seuil d'un conflit armé. De graves et complexes problèmes de sécurité se posent également en Méditerranée orientale, notamment.

En 2021, 19 opérations de paix multilatérales étaient actives en Europe, une de plus qu'en 2020. ●



6. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

En 2021 comme en 2020, huit États du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) ont connu des conflits armés actifs : Égypte, Irak, Israël (Palestine), Liban, Libye, Syrie, Turquie et Yémen. Le nombre total de décès liés aux conflits a diminué pour la 4e année consécutive, soit une baisse d'environ 75 % depuis 2017. Le Yémen était le seul conflit armé majeur de la région, avec des décès annuels supérieurs à 10 000, et, hormis l'Irak et la Syrie (conflits armés de haute intensité), les autres conflits armés étaient de faible intensité. Nombre de ces conflits étaient interconnectés, impliquant des puissances régionales et internationales, ainsi que de nombreux acteurs non étatiques. La région MENA comptait 14 OPM (même nombre qu'en 2020).

Conflits armés complexes et imbriqués en Irak, Syrie et Turquie

En Syrie, la situation est restée instable. La Turquie et les milices syriennes alignées ont intensifié leurs attaques dans le territoire contrôlé par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie. Le cessez-le-feu d'Idlib négocié par la Russie et la Turquie en 2020 est resté en vigueur. L'Irak est resté un État fragile, avec des institutions faibles et le fossé s'est creusé entre le gouvernement et les milices. La Turquie a poursuivi ses opérations militaires dans le nord de l'Irak, et le conflit avec les rebelles kurdes a également persisté.

Afrique du Nord

L'insurrection égyptienne de faible intensité dans le Sinaï s'est poursuivie, et le vieux différend territorial autour du Sahara occidental entre le Maroc et le Front Polisario

LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

La dynamique sous-jacente du conflit israélo-palestinien s'est poursuivie en 2021. En mai, le conflit à Gaza a connu une nouvelle escalade, Israël et le Hamas se livrant à une guerre de 11 jours, la 4e en 14 ans. Ce conflit a également provoqué des troubles en Cisjordanie, une grève générale sans précédent parmi les Palestiniens d'Israël, de Gaza et de Cisjordanie, ainsi que de grandes manifestations et des violences collectives dans les villes et villages mixtes d'Israël.

s'est intensifié, contribuant ainsi à une augmentation des tensions entre l'Algérie et le Maroc. En Libye, le cessez-le-feu internationalement soutenu d'octobre 2020 a été largement respecté. Cependant, malgré la mise en place du premier gouvernement d'unité provisoire depuis 2014, le report des élections de décembre 2021 a provoqué de grandes incertitudes dans la feuille de route de la consolidation de la paix.

Yémen

La guerre civile au Yémen s'est poursuivie tout au long de l'année, exacerbant l'une des pires crises humanitaires au monde, avec plus d'un demi-million de personnes au bord de la famine. Fin 2021, après sept ans de fragmentation territoriale et de prolifération de groupes armés et de sous-conflits, la guerre s'intensifiait à nouveau, les perspectives d'un règlement politique demeurant lointaines. ●



7. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

En 2021, au moins 18 États (sur 49) d'Afrique subsaharienne ont connu des conflits armés actifs, de haute intensité dans 12 États : Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine (RCA), République démocratique du Congo (RDC), Éthiopie, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Somalie, Soudan du Sud et Soudan. Des conflits armés infranationaux de faible intensité ont eu lieu dans 6 États : Bénin, Burundi, Tchad, Kenya, Madagascar et Ouganda. Onze de ces 18 États ont connu en 2021 un nombre estimé de décès liés aux conflits plus élevé qu'en 2020, l'augmentation totale pour la région s'élevant à environ 19 %.

Presque tous les conflits armés se sont internationalisés en raison de l'implication d'acteurs étatiques externes ou d'activités transnationales de groupes armés et de réseaux criminels. La dynamique des conflits et les tensions ethniques et religieuses trouvent souvent leur origine à la fois dans la faiblesse de l'État, la corruption, l'inefficacité des services de bases, la concurrence pour les ressources naturelles, l'inégalité et le sentiment de marginalisation. La présence de groupes armés et de réseaux criminels, la violence autour des élections, l'insécurité de l'eau et l'impact croissant du changement climatique ont créé autant de dilemmes de sécurité. Quatre coups d'État militaires ont été couronnés de succès (Guinée, Mali, Soudan et Tchad) et trois ont échoué (RCA, Niger et Soudan). Un seul coup d'État a eu lieu en 2020, au Mali). Les processus de paix n'ont enregistré aucun progrès substantiel,

LE CONFLIT DU TIGRÉ

Le conflit armé dans la région du Tigré, au nord de l'Éthiopie, entre les forces du gouvernement fédéral et le Front de libération du peuple du Tigré s'est aggravé en 2021, s'étendant aux régions voisines d'Amhara et d'Afar et provoquant une crise humanitaire de plus en plus grave. L'intensité de la guerre a été très variable, pour aboutir à une impasse à la fin de l'année.

bien que la région ait accueilli plus d'OPM (22) que toute autre région du monde.

Afrique de l'Ouest

Le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria ont connu l'insécurité en 2021, cibles d'attaques de groupes armés, dont certains opèrent au-delà des frontières nationales. Ils sont combattus par des forces de sécurité nationales, régionales et internationales, ainsi que par des groupes d'auto-défense locaux.

En juin 2021, la France annonçait le retrait des 5.000 soldats de l'opération Barkhane au Mali, qui seront remplacés par la Task Force multinationale européenne Takuba, mise en place en 2020. La situation sécuritaire au Nigéria s'est aggravée en 2021, avec une hausse de 27 % des décès liés au conflit par rapport à 2020, une forte augmentation des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les régions centrales du pays, du banditisme dans le Nord-Ouest et des soulèvements séparatistes dans le Sud-Est.

Afrique centrale

La RDC est demeurée en proie à une violence de grande échelle, avec des conflits entre groupes armés externes et congolais et le gouvernement, et une résurgence de la violence intercommunautaire. Au Cameroun, l'insurrection séparatiste



anglophone dans le sud-ouest et le nord-ouest du pays, ainsi que l'insurrection dans le nord, se sont poursuivies. En RCA, la sécurité est devenue encore plus instable, les forces gouvernementales, soutenues par des sociétés militaires privées (SMP) russes et des troupes rwandaises, luttant pour reprendre des territoires aux groupes armés. Vu l'influence croissante des SMP russes, la France a suspendu sa coopération militaire en juin 2021, et l'UE, ses activités de formation militaire en décembre.

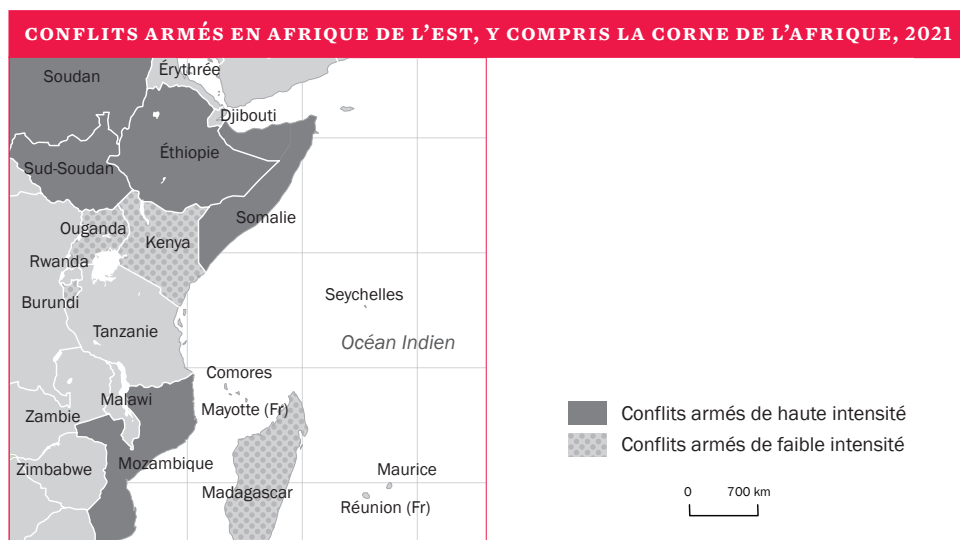
Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, 9 des 22 États ou territoires étaient impliqués dans un conflit armé actif en 2021. L'Éthiopie, le Mozambique, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan ont connu une escalade de la violence armée à grande échelle. Celle-ci a entraîné le déplacement interne de plus de 9,6 millions de personnes et l'apparition de plus de 4,7 millions de réfugiés. De graves viola-

tions des droits humains ont été commises dans la région, et au moins 33,8 millions de personnes souffraient d'une grave insécurité alimentaire.

L'insurrection dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, s'est poursuivie, entraînant une intervention militaire régionale en juillet 2021. Toutefois, les causes profondes du conflit, notamment la nécessité d'une répartition plus équitable des ressources minérales et en hydrocarbures de la province, sont restées sans réponse. En Somalie, Al-Shabab est resté une menace majeure malgré la présence d'une OP dirigée par l'Union africaine. Le Soudan du Sud a progressé vers la mise en œuvre de l'accord de paix de 2018, mais la violence a continué d'affecter les communautés dans tout le pays.

Au Soudan, malgré l'accord de paix de Juba d'octobre 2020, la situation s'est détériorée, avec un coup d'État militaire en octobre et un quasi-doublement des décès liés au conflit. ●



Note : Les frontières de la carte ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.



8. DÉPENSES MILITAIRES ET ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ARMES

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la 7^e année consécutive en 2021 pour atteindre 2.113 milliards USD, dépassant pour la 1^{re} fois les 2.000 milliards USD. Elles représentaient 2,2 % du PIB mondial, l'équivalent de 268 USD par personne. De 0,7 % supérieures à celles de 2020 et de 12 % à celles de 2012, elles ont continué d'augmenter malgré les fluctuations économiques dues à la pandémie de Covid-19.

Si les fonds alloués aux armées dans le monde ont augmenté dans l'absolu, les budgets généraux ont augmenté plus rapidement que les budgets militaires. En 2021, une moyenne de 6 % des dépenses publiques totales a été consacrée aux armées, soit une baisse par rapport aux 6,1 % de 2020 et aux 6,6 % de 2012. Il semble donc que les gouvernements investissent davantage dans l'armée tout en allouant davantage encore aux dépenses non militaires.

Coûts d'opportunité

Néanmoins, les 2.000 milliards USD consacrés à l'armée représentent une occasion manquée d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 et les cibles de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. Or, y consacrer une petite fraction de cette somme pourrait améliorer la sécurité au sens large et contribuer à la réalisation des ODD. En 2021, parmi diverses initiatives des Nations unies, le Secrétaire général de l'ONU a appelé à réduire d'urgence les dépenses militaires excessives et à investir davantage dans les infrastructures sociales et la sécurité humaine.

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 2021

Région	Dépenses (mrd USD)	Évolution (%)
Afrique	(39,7)	1,2
Afrique du Nord	(19,6)	-1,7
Afrique subsaharienne	20,1	4,1
Ameriques	883	-1,2
Amérique centrale et Caraïbes	11,0	-2,5
Amérique du Nord	827	-1,2
Amérique du Sud	45,3	-0,6
Asie et Océanie	586	3,5
Asie centrale	1,8	-0,8
Asie de l'Est	411	4,9
Asie du Sud	95,1	0,8
Asie du Sud-Est	43,1	-2,3
Océanie	35,3	3,5
Europe	418	3,0
Europe centrale et occidentale	342	3,1
Europe orientale	76,3	2,3
Moyen-Orient	(186)	-3,3
Total mondial	2.113	0,7

() = estimation incertaine.

Note : Les chiffres des dépenses sont en USD, aux prix et taux de change actuels. Les changements sont en termes réels, sur la base d'USD constants (2020).

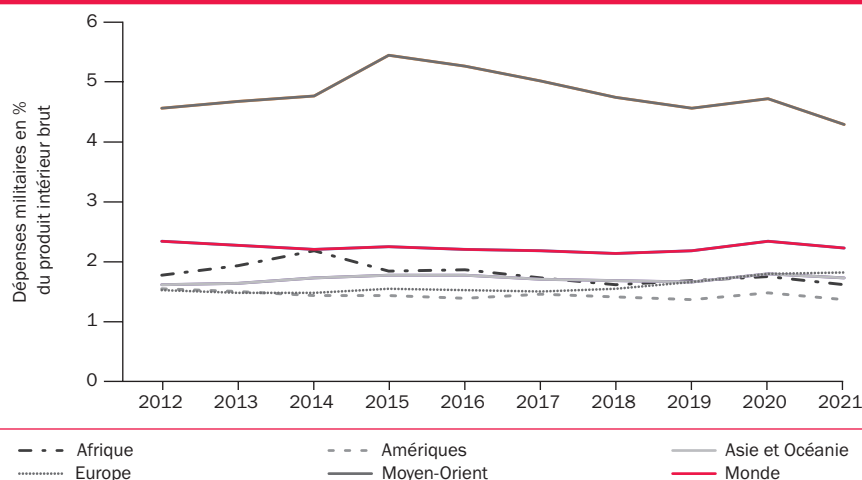
Schémas de dépenses régionales

Les dépenses militaires africaines ont augmenté (+1,2 %) pour la troisième année consécutive. Au Nigeria (+56 %), elles ont atteint 4,5 milliards USD, la plus forte augmentation depuis 1975, qui a fortement influencé la tendance régionale générale.

Les dépenses militaires des Amériques ont diminué de 1,2 %, dominées par celles du plus grand dépensier militaire au monde, les États-Unis. Leurs dépenses ont atteint 801 milliards USD en 2021, soit 38 % du total mondial, une augmentation nominale de 2,9 % mais une diminution en termes réels de 1,4 % (en raison du taux d'inflation le plus élevé depuis 1982).



FARDEAU MILITAIRE, PAR RÉGION, 2012-21



En 2021, les États-Unis ont mis fin à 20 ans de présence militaire en Afghanistan. De 2001 à 2021, le gouvernement américain a dépensé dans cette guerre plus de 2.300 milliards USD, notamment en investissant 85 milliards USD au renforcement des forces de sécurité afghanes.

En Asie et Océanie la tendance à la hausse (+3,5 %) est ininterrompue depuis au moins 1989. En Chine, les dépenses militaires estimées à 293 milliards USD sont les 2e plus importantes au monde, représentant une augmentation de 4,7 % par rapport à 2020. Les dépenses ont également augmenté parmi les autres grandes puissances régionales : + 0,9 % en Inde, + 7,3 % au Japon et + 4,7 % en Corée du Sud.

En Europe, les tensions géopolitiques accrues ont été un facteur important de l'augmentation de 3,0 % des dépenses militaires. Celles de la Russie ont augmenté pour la troisième année consécutive en 2021 (+2,9 %), pour atteindre 65,9 milliards USD. La révision à la hausse du budget militaire reflète probablement le renforcement des forces russes à la frontière avec l'Ukraine.

Les dépenses militaires au Moyen-Orient ont diminué de 3,3 % en 2021, en grande partie en raison de la baisse de 17 % des dépenses de l'Arabie saoudite, qui représentait 30 % du total régional. En revanche, les dépenses militaires iraniennes ont augmenté de 11 %, faisant de l'Iran le 14e plus grand dépensier militaire en 2021.

Production d'armes et de services militaires

Les ventes d'armes des 100 plus grandes entreprises d'armement et de services militaires (le Top 100 du SIPRI) ont totalisé 531 milliards USD en 2020 – année la plus récente de données disponibles. Malgré une contraction de 3,1 % de l'économie mondiale en 2020 due à la pandémie de Covid-19, les ventes d'armes agrégées du Top 100 ont augmenté. Le Top 100 comptait 41 entreprises d'armement américaines, avec des ventes d'armes cumulées de 285 milliards USD, et 5 entreprises chinoises, avec des ventes d'armes cumulées de 66,8 milliards USD. ●



9. TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures sur les années 2017-21 était inférieur de 4,6 % à celui de 2012-16 et supérieur de 3,9 % à celui de 2007-11. Il a été l'un des plus élevés depuis la fin de la Guerre froide, quoiqu'encore inférieur d'environ 35 % aux pics des années 1977-81 et 1982-86. Les acquisitions d'armes des États, souvent auprès de fournisseurs étrangers, sont largement motivées par les conflits armés violents et les tensions politiques. Tout porte à croire que les tensions s'accroissent dans la plupart des régions et que la demande d'armes majeures augmentera donc dans les années à venir et sera en grande partie satisfaite par des transferts internationaux.

Fournisseurs d'armes majeures

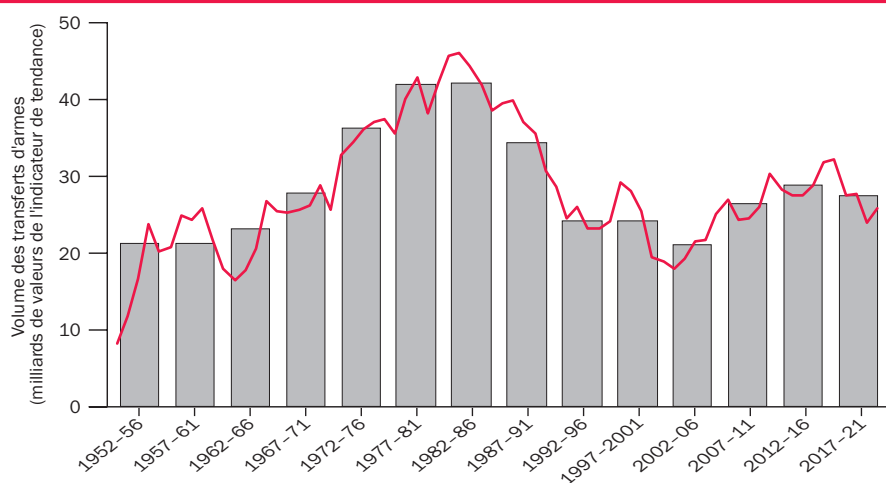
Le SIPRI a identifié 60 États comme exportateurs d'armes majeures en 2017-21, dont la plupart sont de petits exportateurs.

Les 25 plus grands fournisseurs ont représenté 99 % du volume total des exportations, contre 77 % pour les 5 plus grands fournisseurs de la période : les États-Unis, la Russie, la France, la Chine et l'Allemagne.

Depuis 1950, les États-Unis et la Russie (Union soviétique avant 1992) ont toujours été de loin les plus gros fournisseurs. Cependant, les exportations d'armes des États-Unis dépassaient celles de la Russie de 108 % en 2017-21, contre 34 % en 2012-16, et l'écart devrait se creuser. En 2017-21, les exportations d'armes des États-Unis représentaient 39 % du total mondial, dépassant de 14 % celles de 2012-16. En revanche, celles de la Russie ont diminué de 26 % et sa part du total mondial est passée de 24 % en 2012-16 à 19 % en 2017-21.

Les exportations de la France, 3^e plus grand fournisseur, ont augmenté de 59 % entre 2012-16 et 2017-21 ; celles de la Chine et de l'Allemagne ont respectivement diminué de 31 % et 19 %.

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS D'ARMES MAJEURES, 1952-2021



Note : Le graphique à barres indique le volume annuel moyen des transferts pour des périodes de cinq ans et le graphique linéaire, les totaux annuels.

PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS D'ARMES MAJEURES, 2017-21

Expor- tateurs	Part mondial (%)	Impor- tateurs	Part mondial (%)
1 États-Unis	39	1 Inde	11
2 Russie	19	2 Arabie saoudite	11
3 France	11	3 Égypte	5,7
4 Chine	4,6	4 Australie	5,4
5 Allemagne	4,5	5 Chine	4,8
6 Italie	3,1	6 Qatar	4,6
7 Royaume-Uni	2,9	7 Corée du Sud	4,1
8 Corée du Sud	2,8	8 Pakistan	3,0
9 Espagne	2,5	9 EAU	2,8
10 Israël	2,4	10 Japon	2,6

EAU = Emirati Arabi Uniti.

Importateurs d'armes majeures

Pour la période 2017-21, le SIPRI a identifié 163 États comme importateurs d'armes majeures. Les cinq principaux – l'Inde, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Australie et la Chine – représentaient ensemble 38 % du total des importations d'armes. La région qui a reçu le plus grand volume d'armes majeures en 2017-21 était l'Asie et Océanie, avec 43 % du total, suivie du Moyen-Orient (32 %), de l'Europe (13 %), de l'Afrique (5,8 %) et des Amériques (5,5 %). Entre 2012-16 et 2017-21, les flux d'armes vers l'Europe (19 %) et le Moyen-Orient (2,8 %) ont augmenté, tandis que les flux vers l'Afrique (-34 %), les Amériques (-36 %) et l'Asie et Océanie (-4,7 %) ont diminué.

Les 163 importateurs sont pour la plupart directement impliqués dans des conflits armés violents ou en tensions avec d'autres États où les armes majeures importées jouent un rôle important. L'Inde, l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Pakistan et les Émirats arabes unis (5 des 10 importateurs principaux sur 2017-21) étaient engagés dans des conflits armés en 2021. Trois

IMPORTATIONS D'ARMES MAJEURES, PAR RÉGION

Région bénéficiaire	Part mondiale (%), 2017-21	Variation (%) du volume des importations de 2012-16 à 2017-21
Afrique	5,8	-34
Amériques	5,5	-36
Asie et Océanie	43	-4,7
Europe	13	19
Moyen-Orient	32	2,8

autres, la Chine, la Corée du Sud et le Japon étaient en proie à des tensions intra-étatiques majeures. Nombre d'exportateurs sont parties prenantes ou participent directement à un ou plusieurs de ces conflits et tensions, ce qui explique en partie pourquoi ils sont disposés à fournir des armes, même lorsque ceci peut sembler contredire leurs politiques déclarées en matière d'exportation d'armes.

Valeur financière des exportations d'armes des États

Si les données du SIPRI n'indiquent pas la valeur financière des transferts d'armes, nombre d'États publient des chiffres sur la valeur financière de leurs exportations d'armes. Sur cette base, le SIPRI estime la valeur totale du commerce mondial des armes à au moins 112 milliards USD en 2020 (dernière année de données financières disponibles), contre 87 milliards USD (constants de 2020) en 2011. La valeur totale du commerce des armes en 2020 représentait environ 0,5 % de la valeur totale du commerce international mondial en 2020. ●



10. FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES

Au début de 2022, neuf États – les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord) – possédaient environ 12.705 armes nucléaires, dont on estime que 9.440 sont stockées à des fins d'utilisation potentielle. Selon les estimations, environ 3.732 ogives sont déployées avec des forces opérationnelles, et environ 2.000 sont maintenues en état d'alerte opérationnelle élevée.

Arsenaux nucléaires

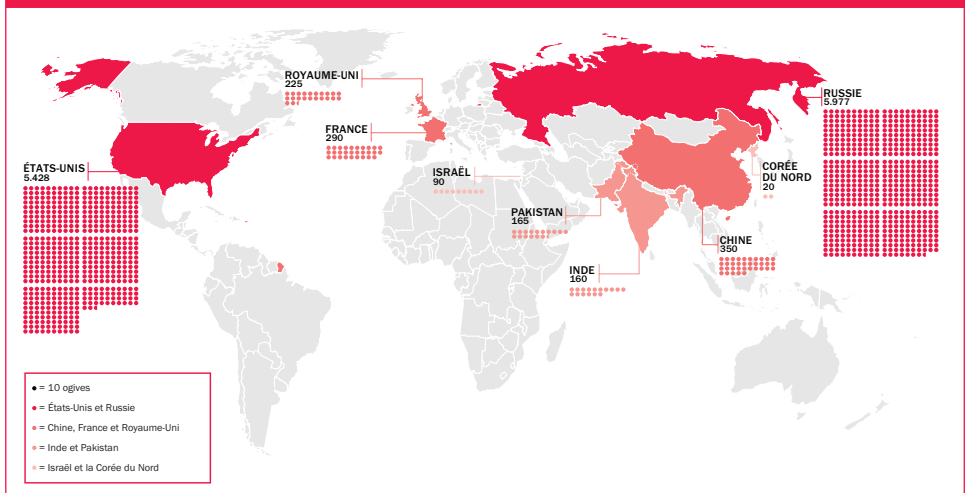
Globalement, le nombre d'ogives nucléaires continue de diminuer, principalement grâce au démantèlement des ogives russes et américaines retirées du service. Les réductions d'ogives opérationnelles semblent s'être arrêtées, et leur nombre pourrait à nouveau augmenter. La Russie et les États-Unis ont mis en place de vastes et coûteux programmes de remplacement et de

modernisation de leurs ogives, systèmes de lancement, et installations de production d'armes nucléaires.

Les arsenaux des autres États dotés de l'arme nucléaire sont considérablement plus petits, mais tous développent ou déploient de nouveaux systèmes d'armes ou ont annoncé leur intention de le faire. La Chine est en pleine modernisation et expansion de son arsenal nucléaire, ce qui semble inclure la construction de plus de 300 nouveaux silos à missiles. L'Inde et le Pakistan semblent également accroître leurs stocks et le Royaume-Uni a annoncé en 2021 son intention d'augmenter le sien.

Le programme nucléaire militaire de la Corée du Nord reste au cœur de sa stratégie de sécurité nationale, même si, en 2021, elle n'a procédé à aucun essai d'armes nucléaires ou de vecteurs de missiles balistiques à longue portée. Selon le SIPRI, ce pays a assemblé jusqu'à 20 ogives, mais possédait probablement assez de matière fissile pour 45 à 55 dispositifs nucléaires.

INVENTAIRES MONDIAUX D'ARMES NUCLÉAIRES, JANVIER 2022



Note : Les frontières sur la carte ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.

STOCKS MONDIAUX DE MATIÈRES FISSILES, 2021

La matière première des armes nucléaires est la matière fissile : uranium hautement enrichi (UHE) ou plutonium séparé. La Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont produit les deux pour leurs armes nucléaires ; l'Inde et Israël, principalement du plutonium ; le Pakistan, principalement de l'UHE mais il augmente sa capacité à produire du plutonium. La Corée du Nord a produit du plutonium mais on pense qu'elle a également produit de l'UHE pour des armes nucléaires. Les États dotés d'une industrie nucléaire civile peuvent produire des matières fissiles.

Le Groupe international sur les matières fissiles compile des informations sur les stocks mondiaux.

Stocks mondiaux (tonnes), 2021

<i>Uranium hautement enrichi</i>	~1.250
Dans/disponible pour des armes	1.100
Non directement disponible ^a	145
Non disponible (soumis aux garanties)	10
<i>Plutonium séparé</i>	~545
Dans/disponible pour les armes	~140
Non directement disponible ^a	~260
Non disponible (soumis aux garanties)	~145

Notes : Les totaux sont arrondis aux 5 tonnes les plus proches.

^a Ce matériel n'est pas directement disponible pour les armes mais n'est pas soumis aux garanties.

Faibles niveaux de transparence

La disponibilité d'informations fiables sur les arsenaux et capacités nucléaires des États dotés varie considérablement. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont divulgué certaines informations. La Russie refuse de rendre public le détail de ses forces nucléaires stratégiques, mais partage ces informations avec les États-Unis. La Chine publie peu d'informations sur ses forces ou ses plans de développement. Les gouvernements

FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES, JANVIER 2022

Pays	Ogives déployées	Stock total	Inventaire total
États-Unis	1.744	3.708	5.428
Russie	1.588	4.477	5.977
Royaume-Uni	120	180	225
France	280	290	290
Chine	–	350	350
Inde	–	160	160
Pakistan	–	165	165
Israël	–	90	90
Corée du Nord	–	20	20
Total	3.732	9.440	12.705

– = valeur nulle ou négligeable.

Notes : Estimations approximatives. Le SIPRI révisé chaque année ses données selon les nouvelles informations et mises à jour des évaluations précédentes.

Les « ogives déployées » sont placées sur des missiles ou situées sur des bases avec des forces opérationnelles. Les chiffres des ogives russes et américaines ne correspondent pas nécessairement à leurs déclarations faites en vertu du Traité New Start de 2010 en raison des règles de comptage du traité. Le « stock total » désigne toutes les ogives déployées et en stockage central qui pourraient être déployées après préparation. L'« inventaire total » comprend les ogives stockées et celles retirées du service en attente de démantèlement. Certaines ogives retirées du service par le Royaume-Uni seront probablement reconstituées pour intégrer son stock augmenté dans les prochaines années.

de l'Inde et du Pakistan divulguent certains de leurs essais de missiles, mais pas le statut ou la taille de leurs arsenaux. La Corée du Nord a reconnu avoir effectué des essais d'armes nucléaires et de missiles, mais ne fournit aucune information sur la taille de son arsenal. Israël a depuis longtemps pour politique de ne pas commenter son arsenal nucléaire. ●



11. DÉSARMEMENT, CONTRÔLE DES ARMEMENTS ET NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRES

2021 fut une année difficile pour le contrôle et la non-prolifération des armes nucléaires même si au début de l'année, la Russie et les États-Unis ont convenu de prolonger de cinq ans le traité New Start de 2010 sur les mesures pour la poursuite de la réduction et de la limitation des armes stratégiques offensives. Toutefois, on ignore si cette prolongation débouchera sur un nouvel accord avant 2026, et dans quelle mesure les systèmes d'armes anciens et nouveaux seront couverts par un traité de suivi.

Dialogues stratégiques sur la sécurité

Les présidents Joe Biden et Vladimir Poutine ont convenu d'une déclaration commune selon laquelle « une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée », répétant celle de 1985 faite par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev. Une déclaration conjointe similaire a ensuite émané de la Chine et de la Russie. En juillet et en septembre, un dialogue bilatéral américano-russe sur la stabilité stratégique a joué un rôle central dans le maintien des canaux de communication entre les deux pays.

Si la Russie et les États-Unis ont dialogué sur l'avenir du contrôle des armes nucléaires, les deux partis américains estiment que l'engagement de la Chine est nécessaire pour un contrôle nucléaire efficace. À l'issue d'une rencontre en novembre entre les présidents Xi Jinping et Biden, le conseiller américain à la sécurité nationale a déclaré que la Chine était prête à poursuivre les discussions sur la stabilité stratégique. Toutefois, la Chine est restée

discrète, reflétant ses difficultés à participer aux discussions bilatérales avec les États-Unis, voire trilatérales avec les États-Unis et la Russie.

Corée du Nord

La rupture de la brève diplomatie nucléaire bilatérale entre la Corée du Nord et les États-Unis depuis 2019 s'est poursuivie en 2021. Bien qu'elle ait annoncé en janvier 2020 qu'elle ne respecterait plus les moratoires unilatéraux sur les essais d'explosions nucléaires et de vols de missiles balistiques à longue portée déclarés en 2018, la Corée du Nord n'a procédé à aucun nouvel essai de ce type en 2021. Elle a toutefois poursuivi le développement de ses missiles balistiques à plus courte portée.

L'Iran et le plan d'action global conjoint

Le lent effritement du plan d'action global conjoint (JCPOA) de 2015 sur le programme nucléaire iranien s'est accéléré en 2021. Les sanctions américaines sont restées en place et l'Iran a intensifié ses activités nucléaires, notamment en augmentant l'enrichissement de l'uranium jusqu'à 60 % de l'isotope uranium-235. L'Iran a également restreint pour la première fois les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique autorisées par le JCPOA. Malgré l'intention déclarée des États-Unis et de l'Iran de rétablir le plan d'action, les parties ne sont pas parvenues à un accord lors des sept cycles de négociations qui ont eu lieu en 2021. Fin 2021, l'incertitude régnait sur la possibilité de relancer le JCPOA.

Entrée en vigueur du traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Le traité de 2017 sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) est entré en



**NOMBRE D'ARMES STRATÉGIQUES OFFENSIVES RUSSES ET AMÉRICAINES
EN VERTU DU TRAITÉ NEW START, AU 5 FÉV. 2011 ET AU 1^{ER} SEP. 2021**

Catégorie	Limites du traité ^a	Russie		États-Unis			
		Fév. 2011	Sep. 2021	Évo- lution	Fév. 2011	Sep. 2021	Évo- lution
Déploiement des ICBM, SLBM et bombardiers lourds	700	521	527	+6	882	665	-217
Ogives sur les ICBM, SLBM et bombardiers lourds déployés ^b	1.550	1.537	1.458	-79	1.800	1.389	-411
Lanceurs déployés et non déployés d'ICBM, SLBM et bombardiers lourds	800	865	742	-123	1.124	800	-324

ICBM = missile balistique intercontinental ; SLBM = missile balistique lancé par sous-marin.

^a Le traité est entré en vigueur le 5 février 2011. Les limites du traité devaient être atteintes avant le 5 février 2018.

^b Chaque bombardier lourd, qu'il soit équipé de missiles de croisière ou de bombes à gravité, est considéré comme ne transportant qu'une seule ogive, même si l'avion peut transporter des charges d'armes plus importantes.

vigueur le 22 janvier 2021, « une étape importante vers un monde exempt d'armes nucléaires », selon le Secrétaire général des Nations unies. Premier traité à établir une interdiction complète des armes nucléaires, de leurs développement, déploiement, possession, utilisation et menace d'utilisation, il révèle la tension entre le désarmement et la dissuasion nucléaires : si la société civile et de nombreux États non dotés l'ont accueilli favorablement, les États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés considèrent qu'il porte atteinte à l'ordre nucléaire fondé sur le Traité de 1968 sur la non-prolifération nucléaire (TNP) et n'y ont pas adhéré.

La 10^e conférence d'examen du TNP a à nouveau été reportée en raison de la pandémie de Covid-19. À présent prévue en août 2022, elle aurait fêté le 50^e anniversaire de l'entrée en vigueur du TNP et un quart de siècle depuis la prorogation indéfinie du traité. La Conférence annuelle des Nations unies sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres

armes de destruction massive au Moyen-Orient a tenu sa deuxième session annuelle en novembre-décembre 2021, mais sans la participation d'Israël.

Le traité d'interdiction complète des essais nucléaires

2021 marque aussi le 25^e anniversaire du traité international d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) de 1996, interdisant tout essai d'explosion nucléaire dans tout environnement. Bien qu'il ne soit pas encore entré en vigueur, le TICE a permis, ces 25 dernières années, d'établir une norme internationale contre les essais nucléaires, de ralentir le développement des capacités d'armement nucléaire et d'enrayer une importante contamination radioactive. Son réseau international unique de stations et de laboratoires de surveillance pour la vérification du traité a renforcé le régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires et est devenu une source inégalée de données et d'expertise technique. ●



12. MENACES CHIMIQUES, BIOLOGIQUES ET SANITAIRES

Poursuite de la pandémie de Covid-19

Fin 2021, l'OMS faisait état de plus de 286 millions de cas de Covid-19 dans le monde et de plus de 5,4 millions de décès enregistrés. Les chiffres réels étaient probablement beaucoup plus élevés. Les origines de la pandémie sont restées un sujet de discord politique. En mars, un rapport conjoint de l'OMS et de la Chine a conclu que l'hypothèse la plus probable était que le virus soit passé d'une espèce animale à une autre avant d'infecter l'homme. Toutefois, le rapport a été fortement critiqué et l'OMS a créé un nouveau groupe consultatif qui devrait jouer un rôle essentiel dans la prochaine phase des études sur l'origine de la pandémie.

Les conséquences de la pandémie ont montré que la communauté internationale doit mieux se préparer face à d'éventuelles nouvelles pandémies. En décembre 2021, l'Assemblée mondiale de la santé a décidé de lancer un processus mondial concernant un nouveau traité international visant à renforcer la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies.

Contrôle des armes biologiques

Les réunions d'experts et d'États parties de la Convention sur les armes biologiques et à toxines (CABT, 1972), reportées en 2020 en raison de la pandémie, se sont tenues en 2021. Elles ont permis de révéler un large consensus entre les États sur la meilleure façon de renforcer la CABT, mais également d'importants désaccords, les tensions géopolitiques entre la Chine, la Russie et les États-Unis ayant affecté les discussions. Les négociations aboutiront difficilement à des résultats substantiels lors de

la 9e conférence d'examen en 2022, mais si chacun des trois États formule des propositions concernant les questions de conformité, de transparence et de responsabilité, un compromis viable pourra peut-être être trouvé.

Contrôle des armes chimiques et désarmement

Les désaccords suscités par la CABT se sont largement reflétés dans les discussions autour de la Convention sur les armes chimiques (CAC). Plusieurs acteurs ont continué de saper et contester l'autorité et le travail des équipes d'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et des Nations unies. Les enquêtes sur les armes chimiques en Syrie se sont poursuivies. Si aucun nouveau cas d'utilisation d'armes chimiques n'a été signalé en 2021, dans 20 des 80 cas ayant fait l'objet d'une enquête, cette utilisation a été confirmée ou soupçonnée. Fin 2021, l'OIAC a affirmé que les déclarations de la Syrie contenaient encore de nettes « lacunes, incohérences et divergences ».

L'empoisonnement à l'agent neurotoxique novichok du citoyen russe Alexei Navalny en 2020 n'avait toujours pas fait l'objet d'une enquête officielle fin 2021, et a continué à provoquer des tensions politiques entre la Russie et plusieurs pays occidentaux.

Les États-Unis sont le seul État partie à la CAC devant encore détruire des armes chimiques, ce qui devrait être achevé d'ici à la fin de 2023. ●



13. CONTRÔLE DES ARMES CLASSIQUES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES D'ARMEMENT

Le principal traité multilatéral de réglementation des armes inhumaines (armes incendiaires, armes explosives en zones habitées (EWIPA), armes à sous-munitions, mines terrestres, engins explosifs improvisés et restes explosifs de guerre) est la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), aux côtés de la Convention sur les mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions. Si la mise en œuvre de ces deux dernières se poursuit, plusieurs États ont une nouvelle fois fait obstacle aux avancées lors de la 6e conférence d'examen de la Convention CCAC.

Face à la lenteur de la CCAC pour traiter du préjudice humanitaire des EWIPA, l'Irlande a initié un processus distinct visant à élaborer une déclaration politique sur leur utilisation. Après des retards dus à la Covid-19, le processus de consultation a redémarré en 2021 et une déclaration politique devrait être adoptée en 2022.

Systèmes d'armes autonomes

Depuis 2017, un groupe d'experts gouvernementaux (GGE) travaille à la réglementation des systèmes d'armes autonomes (SAA). Leurs discussions en 2021 ont suivi deux pistes : les aspects juridiques, éthiques et militaires du développement et de l'utilisation des SAA ; et les options de gouvernance des SAA. Les experts n'ont toutefois pas pu soumettre de recommandations substantielles sur ces deux volets, ainsi que sur un futur mandat du GGE, lors de la conférence d'examen de la CCAC. Celle-ci a finalement adopté un mandat permettant la poursuite des discussions sur les SAA en

TRAITÉ « CIEL OUVERT » DE 1992

En novembre 2020, les États-Unis se sont retirés du traité « Ciel ouvert » de 1992 et, en janvier 2021, la Russie a annoncé qu'elle ferait de même. Après l'entrée en vigueur du retrait russe en décembre 2021, la plupart des autres parties au traité ont semblé déterminées à continuer de l'appliquer, même si son avenir à plus long terme reste incertain.

2022. Mais l'absence de progrès substantiels pourrait conduire certains États à chercher d'autres voies pour parvenir à un instrument juridiquement contraignant.

Gouvernance du cyberspace

Les efforts internationaux de contrôle de l'utilisation malveillante des TIC ont à nouveau été entravés par des divergences entre États et des tensions géopolitiques. Néanmoins, l'année 2021 a été globalement productive pour la cyber-gouvernance. Les États ont maintenu leur engagement dans deux processus parallèles des Nations unies : un GGE et un groupe de travail à composition non limitée (OEWG).

Évolution de la sécurité spatiale

La sécurité spatiale s'est centrée sur le développement des capacités offensives de contre-espace (avec de nouveaux essais signalés par la Chine et la Russie), sur un regain d'intérêt pour les activités lunaires avec le développement de deux partenariats internationaux distincts (l'un dirigé par les États-Unis ; l'autre par la Chine et la Russie) ; et sur un consensus pour rouvrir le débat à l'ONU sur le comportement responsable au sein de l'espace, et pour convoquer un OEWG basé sur le consensus pour faire avancer les discussions. ●



14. CONTRÔLE DU DOUBLE-USAGE ET DU COMMERCE DES ARMES

En 2021, plusieurs initiatives mondiales, multilatérales et régionales ont visé à renforcer les contrôles du commerce des armes classiques et des biens à double usage liés aux armes classiques, chimiques, biologiques et nucléaires et à leurs vecteurs. Le nombre d'adhésions aux différents instruments internationaux et multilatéraux traitant de ces contrôles est resté inchangé. Les États-Unis se sont davantage engagés dans les instruments et processus de contrôle des exportations. Toutefois, les tensions entre les États-Unis et la Chine concernant les restrictions américaines sur les transferts de biens à double usage pourraient affaiblir davantage le consensus international déjà fragile sur l'utilisation des contrôles multilatéraux des exportations comme outils de non-prolifération.

Traité sur le commerce des armes

La 7e conférence des États parties au traité sur le commerce des armes (TCA) s'est tenue dans un format hybride en 2021. Son thème principal était le renforcement des mesures d'éradication du commerce illicite des armes légères et de petit calibre et la gestion efficace des stocks. Certains problèmes ont persisté, comme le manque de conformité avec les rapports obligatoires, une diminution du nombre de rapports accessibles au public et le non-paiement par de nombreux États parties de leurs contributions financières obligatoires. De plus, les restrictions dues à la Covid-19 ont empêché le début des travaux du tout nouveau Forum d'échange d'informations sur le détournement.

EMBARGOS MULTILATÉRAUX EN VIGUEUR EN 2021

Nations unies (13 embargos)

• Afghanistan (FNG, talibans) • Corée du Nord • EIIL (Da'esh), Al-Qaïda et individus et entités associés • Irak (FNG) • Iran (partiel) • Liban (FNG) • Libye (partiel ; FNG) • République centrafricaine (partiel ; FNG) • République démocratique du Congo (partiel ; FNG) • Somalie (partiel ; FNG) • Soudan (Darfour) (partiel) • Soudan du Sud • Yémen (FNG)

Union européenne (21 embargos)

Mise en œuvre des embargos de l'ONU (10) :
• Afghanistan (FNG, talibans) • Corée du Nord • Irak (FNG) • EIIL (Da'esh), Al-Qaïda et individus et entités associés • Liban (FNG) • Libye (partiel ; FNG) • République centrafricaine (partiel ; FNG) • République démocratique du Congo (partiel ; FNG) • Somalie (partiel ; FNG) • Yémen (FNG)

Embargos sur les armes de l'UE ayant une couverture plus large que leurs équivalents ONU (3) : • Iran • Soudan • Soudan du Sud

Embargos sans contrepartie de l'ONU (8) :
• Biélorussie • Chine • Égypte • Myanmar • Russie • Syrie • Venezuela • Zimbabwe

Ligue arabe (1 embargo)

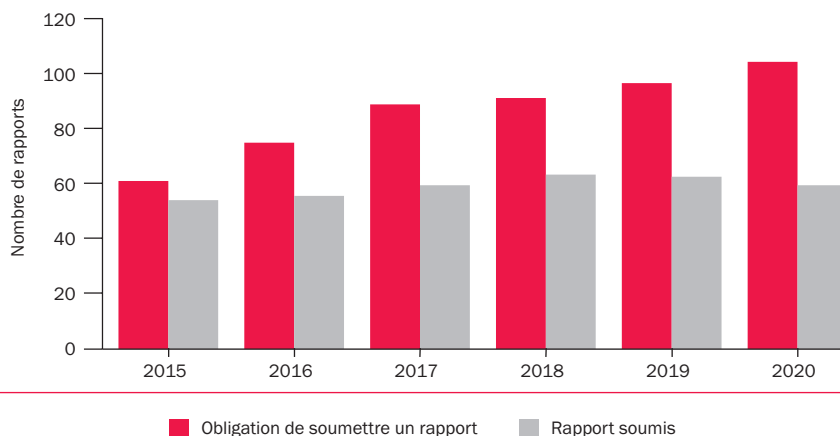
• Syrie

EIIL = État islamique en Irak et au Levant ;
FNG = forces non gouvernementales ; partiel = l'embargo autorise les transferts d'armes sous certaines conditions.

Embargos multilatéraux sur les armes

En 2021, 13 embargos de l'ONU, 21 embargos de l'UE et 1 embargo de la Ligue des États arabes étaient en vigueur. Aucun nouvel embargo multilatéral n'a été imposé. Le consensus international sur les levées et extensions des embargos de l'ONU était plus important qu'en 2020. Par exemple, les États-Unis n'ont pas tenté d'imposer de nouvelles sanctions onusiennes à l'Iran ; la Chine et la Russie, après s'être abstenues, ont voté en faveur de l'embargo sur

NOMBRE D'ÉTATS PARTIES AU TCA AYANT SOUMIS DES RAPPORTS ANNUELS, 2015-20



les armes à destination du Soudan du Sud. Cependant, les groupes d'experts de l'ONU ont rapporté de nombreuses violations et certains États – dont la Chine et la Russie – ont tenté d'empêcher la publication de rapports ou d'influencer le travail des panels.

Régimes de contrôle des exportations

La Covid-19 a encore entravé les travaux des quatre régimes multilatéraux de contrôle des exportations – le Groupe d'Australie sur les armes chimiques et biologiques (GA), le Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) et l'Arrangement de Wassenaar (AW) sur le contrôle des exportations d'armes classiques et biens et technologies à double usage. Le GFN et le RCTM ont tenu des réunions plénières annuelles, et quelques petites modifications ont été apportées aux listes de contrôle du GA, du RCTM et de l'AW. Lors de la Première Commission de l'AG de l'ONU en novembre 2021, la Chine a obtenu l'adoption de just-

esse d'une résolution critiquant l'utilisation des mesures nationales et multilatérales de contrôle des exportations à des fins de sécurité nationale.

Contrôles de l'UE

Pour mettre en œuvre ces quatre régimes précités, l'UE a établi une base juridique commune pour les contrôles des exportations de biens, logiciels et technologies à double usage et, dans une certaine mesure, de biens militaires. Un nouveau règlement de l'UE sur les biens à double usage est entré en vigueur et l'UE et les États membres ont commencé à clarifier les modalités de sa mise en œuvre. Plusieurs membres du Parlement européen ont également lancé une initiative visant à accroître le rôle des institutions de l'UE dans le contrôle des exportations d'armes. L'UE et les États-Unis ont approfondi leur coopération dans ce domaine, mais des dissensions risquent d'en limiter l'efficacité. ●



Accords de maîtrise des armes et de désarmement en vigueur au 1er janvier 2022

- 1925 Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques (Protocole de Genève)
- 1948 Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
- 1949 Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; Protocoles I et II de 1977 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux et non internationaux
- 1959 Traité de l'Antarctique
- 1963 Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires)
- 1967 Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes
- 1967 Traité de Tlatelolco visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes
- 1968 Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Traité de non-prolifération, TNP)
- 1971 Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol
- 1972 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (CABT)
- 1974 Traité relatif à la limitation des essais nucléaires souterrains (TTBT)
- 1976 Traité relatif aux explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques
- 1977 Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (Convention Enmod)
- 1980 Convention sur la protection physique des matières et des installations nucléaires
- 1981 Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques pouvant être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination (Convention sur certaines armes classiques, CCAC, ou « sur les armes inhumaines »)
- 1985 Traité de Rarotonga sur une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud
- 1990 Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)
- 1992 Traité sur le régime « ciel ouvert »
- 1993 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction (CAC)
- 1995 Traité de Bangkok créant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est
- 1996 Traité de Pelindaba créant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique
- 1996 Accord de Florence sur la limitation des armements au niveau sous-régional
- 1997 Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes (CIFTA)
- 1997 Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction
- 1999 Convention interaméricaine sur la transparence de l'acquisition des armes classiques
- 2001 Protocole sur le contrôle des armes à feu, munitions et autres matériels connexes dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)



- 2004 Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des ALPC dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique
- 2006 Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes
- 2006 Traité de Semipalatinsk créant des zones dénucléarisées en Asie centrale
- 2008 Convention sur les armes à sous-munitions (CASM)
- 2010 Traité New START ou traité de Prague sur les nouvelles mesures de réduction et de limitation des armes stratégiques offensives
- 2010 Convention de Kinshasa pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes les pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication en Afrique centrale
- 2011 Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité
- 2013 Traité sur le commerce des armes (TCA)
- 2017 Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN entré en vigueur le 22 janvier 2021)

Accords non encore en vigueur, 1er janvier 2022

- 1996 Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)
- 1999 Accord sur l'adaptation du traité FCE

Organes de coopération en matière de sécurité

Évolutions en 2021 : Le Costa Rica est devenu membre de l'OCDE ; Samoa est devenu membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique ; la Guinée, le Mali et le Soudan ont été suspendus de l'Union africaine ; la Guinée et le Mali ont également été suspendus de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à la suite de coups d'État militaires. ●

CHRONOLOGIE SÉLECTIVE EN 2021

- 06/01 Des partisans du président sortant des États-Unis, D. J. Trump, prennent d'assaut le Capitole, obligeant le Congrès à évacuer.
- 01/02 Un coup d'État au Myanmar chasse Aung San Suu Kyi du pouvoir et rétablit le régime militaire.
- 10/03 Un gouvernement unifié est formé en Libye pour la première fois depuis 2014.
- 28/04 De graves affrontements ont lieu en raison de différends frontaliers entre le Kirghizistan et le Tadjikistan.
- 15/05 Une frappe aérienne israélienne détruit un grand immeuble occupé par des médias à Gaza, alors que les combats font rage entre forces israéliennes et Palestiniens.
- 10/06 La France annonce le retrait des 5.000 soldats de l'opération Barkhane au Mali.
- 18/07 Selon une enquête internationale, des logiciels espions sont utilisés pour cibler des chefs d'État, des milliers de militants, journalistes et dissidents dans le monde entier.
- 15/08 La capitale de l'Afghanistan, Kaboul, est prise par les talibans.
- 16/09 L'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis annoncent un nouveau partenariat trilatéral de sécurité appelé AUKUS.
- 18/10 La Russie annonce qu'elle va cesser tout engagement diplomatique avec l'OTAN.
- 01/11 Les décès enregistrés pour cause de Covid-19 dépassent les 5 millions.
- 12/12 Le G7 appelle la Russie à la désescalade et à la poursuite des voies diplomatiques, sur fond de tensions avec l'Ukraine.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Depuis 1979, le GRIP produit des analyses et des études sur la paix et la sécurité internationales ainsi que sur la prévention et la gestion des conflits, en particulier en Afrique subsaharienne. Ses axes d'expertise sont le contrôle des transferts d'armements, la défense européenne, le désarmement nucléaire, le maintien de la paix, la production d'armements, les doctrines et programmes militaires, et l'évolution des institutions internationales. Organisation reconnue d'éducation permanente, le GRIP produit des analyses destinées à donner au public des outils de compréhension, voire d'intervention dans les débats de société liés à la paix et à la sécurité.

BASES DE DONNÉES DU GRIP

- Base de données des embargos sur les armes :
<https://embargo.grip.org> (en français et en anglais)
- Base de données sur l'industrie de l'armement en Belgique :
<https://production.grip.org>

LES RAPPORTS DU GRIP EN 2021

- 1/2021, Comment renforcer le rôle de l'UE dans les exportations d'armes, Maria Camello, Léo Gehin et Federico Santopinto, 28 pages
- 2/2021, Nucléaire iranien : obstacles et enjeux d'un accord renouvelé entre Washington et Téhéran, Vincent Eiffing, 36 pages
- 4/2021, Résumé du SIPRI Yearbook 2021 – Armements, désarmement et sécurité internationale, Traduction GRIP, 32 pages
- 5/2021, Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2021, SIPRI, Traduction GRIP, Yannick Quéau, 48 pages
- 6/2021, Robots tueurs : le début de la fin ?, Stan Brabant, 32 pages
- 7/2021, Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante, Adolphe Agenonga Chober, 38 pages

Voir : **<https://grip.org/category/publication/rapport>**

OBSERVATOIRE BOUTROS-GHALI DU MAINTIEN DE LA PAIX

L'OBG est un projet piloté par le GRIP qui vise à développer un réseau destiné à renforcer la participation des acteurs francophones aux opérations de paix de l'ONU.

Pour en savoir plus :

<https://www.observatoire-boutros-ghali.org/>



BASES DE DONNÉES DU SIPRI

- SIPRI Military Expenditure Database (Dépenses militaires)
- SIPRI Arms Industry Database (Industrie de l'armement)
- SIPRI Arms Transfers Database (Transferts d'armements)
- SIPRI Arms Embargoes Database (Embargos sur les armes)
- SIPRI National Reports Database (Rapports nationaux)
- SIPRI Multilateral Peace Operations Database (Opérations de paix multilatérales)

Les bases de données du SIPRI sont accessibles sur le site Internet du SIPRI :

<https://sipri.org/databases>

COMMANDER LE SIPRI YEARBOOK 2022

SIPRI Yearbook 2022: Armaments, Disarmament and International Security

Imprimé et publié en ligne par Oxford University Press

ISBN 978-0-19-288303-2, cartonné

ISBN 978-0-19-197961-3, en ligne

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site :

www.sipriyearbook.org



STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Signalistgatan 9
SE-169 72 Solna, Suède
Tél. : +46 8 655 97 00
Email : sipri@sipri.org
Internet : www.sipri.org



GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des Arts 7-8,
1210 Bruxelles, Belgique
Tél. : +32 (0) 484 942 792
Email : admi@grip.org
Internet : www.grip.org



SIPRI YEARBOOK 2022

Armaments, Disarmament and International Security

Le *SIPRI Yearbook* est une source indépendante et reconnue de données et d'analyses sur les armements, le désarmement et la sécurité internationale. Il traite des évolutions en matière de sécurité internationale, armes et technologies, dépenses militaires, production et commerce d'armes, conflits armés et gestion des conflits, ainsi que des initiatives de contrôles des armes classiques, nucléaires, chimiques et biologiques.

Cette brochure résume la 53e édition de l'annuaire, qui analyse les évolutions des domaines ci-après, en 2021 :

- *Conflits armés et la gestion des conflits* : aperçu des conflits armés et des processus de paix (Amériques, Asie et Océanie, Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afrique subsaharienne), en soulignant les tendances mondiales et régionales des opérations de paix
- *Dépenses militaires, transferts internationaux et évolution de la production d'armes*
- *Forces nucléaires mondiales* : aperçu des arsenaux et programmes de modernisation nucléaires des neuf États dotés de ces armes
- *Contrôle des armes nucléaires* : évolution du dialogue stratégique entre la Russie et les États-Unis, accord sur le nucléaire iranien et traités multilatéraux de contrôle et de désarmement nucléaires, dont l'entrée en vigueur du traité sur l'interdiction des armes nucléaires
- *Menaces chimiques et biologiques* : impact de la pandémie de Covid-19, enquête sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques en Syrie et évolution des instruments juridiques internationaux contre la guerre chimique et biologique
- *Maîtrise des armes classiques* : focus sur les armes inhumaines et autres armes classiques posant un problème humanitaire ; initiatives de réglementation des systèmes d'armes autonomes et comportement des États dans le cyberspace et l'espace ; évolution du traité « Ciel ouvert »
- *Contrôle du double usage et du commerce des armes* : évolution du traité sur le commerce des armes, des embargos multilatéraux et des régimes de contrôle des exportations ; processus de révision du cadre juridique de l'UE en la matière

Annexes : Accords de contrôle des armements et de désarmement, organes de coopération internationale de sécurité ; chronologie sélective de 2021.